

## LE TEMPS DE PRODUCTION SOCIAL MOYEN COMME FONDEMENT DE LA PRODUCTION

La définition de Kautsky

L'ouvrage de Leichter nous a particulièrement rendu service en ce qu'il montre que l'heure de travail social moyenne peut servir d'unité comptable de la production communiste, même si l'heure de travail véritablement effectuée ne peut être prise comme base de la distribution. En ce qui concerne l'unité de compte, Leichter est bien loin de ses collègues, spécialistes marxistes de l'économie, Neurath et Kautsky. Un autre économiste, bourgeois celui-ci, Block, envisage, dans son ouvrage intitulé: La théorie marxiste de l'argent, la volonté d'essayer de supprimer l'argent dans le communisme. Il estime que c'est là une naïveté et trouve oiseuse l'idée de vouloir, en plus, prendre comme fondement de la comptabilité, le temps de travail. (p.215) Kautsky, lui, pense qu' "établir ce type de comptabilité est, théoriquement possible mais irréalisable en pratique. Il s'en suit que l'utilisation de l'argent : " comme étalon de valeur dans la comptabilité et le calcul des échanges (ne pourra être évitée) dans la société socialiste", et ceci d'autant plus que l'argent doit en outre "fonctionner comme moyen de circulation". ( Kautsky: La révolution prolétarienne et son programme, p. 318.) Jusque là Kautsky avait considéré que le concept de valeur était une "catégorie historique", devant disparaître avec le capitalisme (C.f. son ouvrage: L'enseignement économique de Marx), mais ———— 'aujourd'hui, manifestement ébranlé par les arguments bourgeois de Weber et achevé par la pratique de la révolution russe, il en vient à vouloir éterniser ce concept.

Voilà donc Kautsky contraint de sortir de son trou de théoricien par les critiques qui affirment que le communisme ne saurait se passer d'unité comptable. Ne pouvant plus répéter ses bonnes vieilles formules générales, comme : la "valeur" doit disparaître avec le capitalisme, il est bien forcé d'exprimer le fond de sa pensée. Et de raisonner ainsi:

" Donc, il faut une unité de compte. Or, d'une part, Marx nous a dit que dans l'économie communiste " le capital argent disparaît" et, d'autre part, dans le Capital et les Gloses marginales ( Critique du programme de Gotha), d'accord avec Engels ( Anti-Dühring), il mentionne l'heure de travail social moyen comme unité de compte. Il convient donc de voir cela de plus près."

Nous savons déjà où cet examen mène Kautsky: à conclure à l'impraticabilité d'une comptabilité en termes de temps de travail. Il est toutefois instructif de découvrir à quoi il attribue cette impossibilité.

36

Nous avons fait remarquer plus haut que la conception du "passage au communisme" qui est la plus commune c'est celle qui en fait un résultat de la concentration du capital, celui-ci creusant ainsi sa propre tombe. Hilferding étudie les conséquences d'une concentration totale des entreprises, de sorte que l'économie tout entière soit organisée en un trust géant: le cartel général. Dans ce cartel, il n'y a aucun marché, aucun argent, aucun prix à proprement parler. Selon l'hypothèse de Hilferding, se trouve donc réalisée, ici, la société sans argent

Au sein de ce trust, la production forme un système fermé. Les produits passent d'une entreprise à l'autre au cours des opérations de fabrication qui vont de leur état naturel à celui de produit fini. Ainsi en va-t-il <sup>par exemple,</sup> du charbon et du minerai qui, passant dans les hauts fourneaux, en sortent sous forme de fer et d'acier utilisés dans la fabrication de machines qui, elles-mêmes, servent à fabriquer les machines des filatures, d'où sort le produit fini, la textile. Au cours des passages dans les diverses fabriques, des milliers et des milliers d'ouvriers de toute sorte ont contribué à la réalisation de ce qui est, au bout, le produit fini. Combien d'heures de travail celui-ci contient-il au total? Telle est la devinette que se pose Kautsky. Et, découragé devant cet énorme calcul qui lui semble une tâche inhumaine, il secoue la tête en soupirant: "Oui, théoriquement, sans doute, c'est faisable. Mais, pratiquement? Décidément, non, c'est impossible. Impossible de déterminer pour chaque produit quelle quantité de travail il a exigé depuis le tout début jusqu'à son achèvement, y compris le transport et tous les travaux annexes" (Cf : La révolution prolétarienne et son programme, p. 318) "Estimer une marchandise par le travail qu'elle contient est complètement impossible à faire, même avec l'appareil statistique le plus complet, le plus formidable" (Id. p. 321).

Et, en effet, Kautsky a parfaitement raison: impossible de mener un tel calcul d'une telle manière.

#### La définition de Leichter

Or, la manière de produire que nous décrit Kautsky n'existe que dans son imagination et dans celle des partisans de l'"économie naturelle" qui prétendent régler la marche de l'économie à partir d'un centre de décision; Et en plus, il se permet une énormité supplémentaire, celle de supposer que chaque entreprise, partie du grand tout, ne serait pas capable de mener sa propre comptabilité, enregistrant exactement la marche de la production chez elle. Chaque partie d'un trust, en réalité, produit comme si elle était, en un certain sens, seule, tout simplement parce que si elle ne le faisait pas, toute production "méthodique" cesserait. Du point de vue de la rationalité

de l'entreprise, ce fonctionnement "indépendant" est déjà plus que nécessaire. C'est pourquoi il faut une unité de compte, aussi précise que possible, pour assurer la circulation sans argent à l'intérieur d'un trust. " Des relations entre les différents lieux de production continueront d'exister, et ceci durera tant qu'il y aura une division du travail. Et la division du travail, au plus haut sens de ce terme, s'accroîtra encore avec les progrès de la technique" ( Leichter: op. cit. p.54). " Tout ce qui sera matériellement nécessaire à la production, tous les matériaux semi-finis, toutes les matières premières ou auxiliaires qui seront livrés à partir de certains lieux de production à ceux qui sont chargés de les mettre en oeuvre, leur seront comptés, facturés."( Id. p. 68) " Les magnats des cartels ou - dans une société socialiste - les dirigeants de l'économie nationale ne demanderont pas de remplir le même programme à des usines différentes dont les méthodes et les coûts sont différents. Ceci est déjà souvent le cas, en régime capitaliste, où maint petit entrepreneur se laisse volontiers avaler, volens volens, par un trust géant avec l'espoir que son entreprise, reconnue comme valable au sein du cartel, se verra attribuer les meilleures méthodes de fabrication et déléguer les employés les plus capables afin d'élever la productivité. Mais pour aboutir à un tel résultat, il faut pouvoir recenser les résultats de chaque entreprise et faire comme si - que ce soit en économie capitaliste qu'en économie socialiste - chaque entreprise avait son propre entrepreneur soucieux de connaître correctement les résultats économiques de la production. C'est pourquoi, à l'intérieur du cartel, on dresse la plus stricte des comptabilités . C'est une conception naïve du capitalisme : comme du socialisme que de croire que les marchandises puissent transiter à l'intérieur d'un cartel sans qu'elles soient comptabilisées, bref, de penser qu'une entreprise, membre du conzern, ne sache pas très bien séparer le "mien" du "tien". (Id. p. 52, 53).

Vue sous cet angle, l'impossibilité de calculer le travail contenu dans un produit donné apparaît sous un jour nouveau. Ce que Kautsky ne pouvait extraire de sa centrale économique, l'évaluation du temps de travail qu'a nécessité un produit au cours de ses pérégrinations dans le processus de production, les producteurs peuvent très bien l'obtenir par eux-mêmes. Leur secret, c'est que chaque entreprise conduite et administrée par son "organisation d'entreprise" se comporte comme une unité indépendante, tout comme dans le capitalisme. " A première vue, on est tenté de penser que chaque lieu de production est indépendant des autres. Mais, à y regarder de plus près, on distinguera nettement le cordon ombilical qui lie chaque entreprise individuelle au reste de l'économie et à la direction de <sup>(celle-ci)</sup> " (Id. p.100). En effectuant sa part du travail dans la chaîne du processus de production, chaque entreprise fournit un produit final qui, éventuellement, sert de moyen de

production à une autre. Et chaque entreprise individuelle calcule sans peine le temps moyen utilisé pour obtenir son produit grâce à sa formule de production  $(f+c)+t$ . Ainsi, dans l'exemple de la fabrique de chaussures que nous avons donné ci-dessus, on trouverait comme "coût", 3,125 heures de travail par paire. Ce genre de comptabilité d'entreprise fournit une moyenne d'entreprise qui fait apparaître combien d'heures de travail se trouvent incorporées dans une paire de chaussures, une tonne de charbon, un mètre cube de gaz, etc.

### Objections.

Les facteurs de production sont déterminés exactement ( compte non-tenu de fausses estimations éventuelles dans la période inaugurale). Le produit final d'une entreprise, quand il n'est pas article de consommation individuelle, sert de moyen de production pour une autre entreprise, qui l'incorpore dans sa formule de production comme  $f$  ou  $c$  ( selon le cas). Ainsi chaque entreprise tient une comptabilité exacte de ses produits finals. Que ceci ne soit pas seulement valable pour les entreprises qui produisent en grande quantité, mais qu'on puisse l'étendre à tout ce qui se crée dans un lieu de production, quel qu'il soit, peut être considéré comme possible dès que la branche correspondante de la "science des coûts propres" est suffisamment bien développée. Le temps de travail de l'ultime produit final n'est en réalité rien d'autre que la moyenne de l'entreprise finale. Celle-ci, en effet par la simple application de sa formule coutumière  $(f+c)+t$  a obtenu la somme totale du temps de travail nécessité par ce produit "depuis le tout début jusqu'à son achèvement". Comme ce calcul s'est effectué à partir des diverses étapes partielles de la production, il reste entièrement entre les mains des producteurs.

Kautsky, tout en reconnaissant la nécessité de calculer le temps de travail social moyen contenu dans un produit donné, ne voit aucune possibilité de faire passer ce concept dans le domaine du concret. Il n'y a donc pas à s'étonner s'il est tout autant incapable de comprendre quoi que ce soit aux problèmes qui sont reliés à cette catégorie. Ainsi il s'enlise dans la question des différences de productivité entre entreprises, dans celle du progrès technique ou du "prix" des produits. Bien qu'il puisse paraître superflu, après avoir découvert ses erreurs de principe, d'envisager plus à fond les diverses difficultés qu'il rencontre, nous voulons continuer de suivre ses considérations, car leur critique va nous permettre de préciser concrètement la conception du temps de travail social moyen.

Commençons donc par les "prix" des produits. On peut déjà remarquer

que Kautsky parle de "prix" avec une certaine insouciance, comme si les produits, en régime communiste, avaient toujours une valeur. Naturellement, il est en droit de tenir fermement à sa terminologie puisque, à la vérité, les "prix" dans le "communisme de Kautsky" se portent bien. Ainsi ce "marxiste", après avoir éternisé la catégorie "valeur" et affirmé que dans "son" communisme l'argent doit continuer de fonctionner, en vient à attribuer aux prix la vie éternelle. Voilà un merveilleux communisme où les catégories mêmes du capitalisme restent valables! Marx et Engels n'ont rien à voir avec une économie communiste de cette sorte. Nous avons montré plus haut comment, selon eux, valeur et prix se dissolvent dans la catégorie du temps de production social moyen. C'est pourquoi, comme le dit Engels dans l'Anti-Dühring, les producteurs calculent "combien de temps de travail chaque objet de consommation exige pour sa réalisation". (p. ) Kautsky, lui, nous explique que ce calcul est impossible. Et, faisant remarquer que les entreprises n'ont pas la même productivité et que ceci ne peut que se traduire par un désordre des prix, il continue d'argumenter:

" Et quel travail doit-on calculer? Certainement pas celui que chaque produit a exigé en réalité. Car, alors, différents exemplaires d'un même type d'objet devraient avoir des prix différents, qui, dans le cas le plus défavorables, se trouveraient plus élevés. Ceci serait tout à fait absurde. Tous les exemplaires doivent avoir le même prix et celui-ci doit être calculé, non d'après le véritable temps dépensé pour le produire, mais d'après le temps socialement nécessaire. Mais est-on assuré de pouvoir obtenir ce temps pour chaque produit?" ( Kautsky: la Révolution prolétarienne et son programme, op. cit. p. 319).

Kautsky exige ici, avec raison, que le "prix" d'un produit s'accorde avec le temps socialement nécessaire, ce qui n'est pas le temps de travail effectivement dépensé dans la fabrique pour le produire. Les entreprises, en effet, ne sont pas toutes également productives, le temps dépensé est tantôt au dessus tantôt au dessous de la moyenne. Il y a là, semble-t-il, un problème, dont la solution se trouve dans le fait que les producteurs eux-mêmes calculent la moyenne sociale, et non Kautsky. Ici encore, ce que ses centrales économiques sont incapables de faire, les organisations d'entreprises y arrivent très bien, et, simultanément, la catégorie du temps de travail social moyen prend sa forme concrète.

L'application de la formule  $(f+c)+t$  et sa fonction

Lorsque chaque entreprise individuelle <sup>elle</sup> a calculé pour son produit le temps moyen et sa "moyenne d'entreprise", on n'a pas encore établi la moyenne sociale dont parle Marx. Pour l'obtenir, il faut que les entreprises de

même nature entrent en relation les unes avec les autres. Ainsi, dans notre exemple, il faut que toutes les fabriques de chaussures calculent la moyenne générale à partir de leur moyenne d'entreprise. Si, pour une entreprise, la moyenne est de 3 heures par paire, de 3 1/4 pour une autre et de 3 1/2, le temps de travail social moyen par paire peut être calculé et donner environ 3 1/4 (ce n'est pas la valeur exacte. Pour le calcul précis, voir le chapitre X.)

Nous voyons que l'exigence de calculer le temps de travail social moyen conduit directement à une union horizontale des entreprises et cette jonction n'est pas le fait d'un appareil de fonctionnaires, d'Etat mais naît des entreprises elle-mêmes, pousse du "bas vers le haut". Le COMMENT et le POURQUOI des activités est tout à fait clair aux yeux de chaque producteur, tout devient transparent et ainsi se trouve satisfaite l'exigence d'une comptabilité "ouverte", contrôlée par tous.

Le fait que chaque entreprise individuelle ait une moyenne différente de celle des autres ne fait que traduire les différences de productivité. Celles-ci peuvent provenir de la plus ou moins bonne efficacité de la partie active ou de la partie inerte de l'appareil de production, voire des deux. Avant d'aller plus loin, faisons une remarque incidente. Supposons que le "cartel de la chaussure" ait calculé une moyenne "sociale" de 3 1/4 heures par paire de chaussure livrée à la consommation individuelle. Soit maintenant une entreprise sous productive, c'est-à-dire qui travaille au-dessous de la productivité moyenne <sup>et</sup> qui, avec la meilleure volonté du monde ne peut faire ses chaussures en moins de, disons, 3 1/2 heures. Cette entreprise fonctionne nécessairement avec un déficit, car elle ne peut reproduire, pour la période de production suivante, son  $(f+c)+t$ . En revanche, il y a des entreprises qui sont sur-productives, dont la productivité est supérieure à la moyenne. Supposons, par exemple, qu'une telle entreprise produise une paire de chaussures en 3 heures. En livrant son produit elle se trouvera dans la situation de reproduire complètement  $(f+c)+t$  et il y aura un excédent. Dans le calcul de la moyenne social, toutes ces entreprises seront prises en compte si bien que pertes et excédents se compenseront dans le "cartel".

Il s'agit donc ici d'une règle qui s'applique au sein d'un groupe de production mais qui sera établie et mise en oeuvre par les entreprises elles-mêmes. Il ne s'agit pas d'une "aide réciproque" mais d'un calcul exact. La productivité d'une entreprise donnée peut être évaluée exactement et cette évaluation donne, du même coup, les frontières entre lesquelles évoluent perte et excédent. La productivité devient donc un facteur exact représentable par un nombre, le facteur de productivité. La connaissance de ce facteur permet de prévoir, à l'avance, le "déficit" ou l'"excédent" d'une entreprise.

Bien que nous ne puissions donner une formulation générale de la manière dont seront menés les calculs à l'intérieur d'un "cartel", car celle-ci variera selon le type d'entreprise, la capacité de production, etc., ce qui est important c'est que, dans tous les cas, ces calculs aboutissent à un nombre exact. On déterminera ainsi, à partir de la quantité de produits fournis, non seulement la productivité mais aussi le rapport entre la consommation de  $(f+c)+t$  et le produit. Si, par exemple, une entreprise est sous-productive alors son  $(f+c)+t$  est trop fort par rapport à la quantité de produit. En d'autres termes,  $(f+c)+t$  est de "qualité inférieure" et son "taux-d'infériorité" sera déterminé par l'écart à la moyenne sociale. Pour en revenir à nos entreprises de chaussures, si l'une a comme moyenne d'entreprise 3 1/2 heures par paires alors que la moyenne sociale est de 3 1/4, la productivité étant inversement proportionnelle au temps de production, le taux de productivité pourra être défini comme le rapport du temps de production social moyen au temps de production moyen de l'entreprise considérée, soit, ici,  $3,25/3,5 = 13/14$ .<sup>x</sup> Pour s'accorder au taux social moyen, l'entreprise doit "corriger" sa formule de production par un facteur 13/14, c'est-à-dire estimer son temps de production à  $13/14 \{ (f+c)+t \}$ . Le "cartel" doit, par conséquent, restituer  $1/14 \{ (f+c)+t \}$ .

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'un exemple. Lorsque tous les calculs de production prennent racine dans le sol solide de la comptabilité en temps de travail, bien des méthodes peuvent mettre d'arriver au but recherché. Ce qui est essentiel c'est qu'ainsi menées, la conduite et l'administration de la production sont le fait des producteurs eux-mêmes et que chaque entreprise peut se reproduire.

L'opposition entre temps de travail social moyen et moyenne d'entreprise est bien une réalité, mais elle trouve immédiatement son correctif dans les "cartels de production", dans la "guilde", quel que soit le nom que l'on voudra donner à ces regroupements d'entreprises. L'élimination de cette opposition réduit à néant un autre argument de Kautsky contre la comptabilité en temps de travail. Poursuivant son exposé déjà cité, il écrit:

"Est-on assuré de pouvoir obtenir ce temps (le temps de travail socialement nécessaire) pour chaque produit? De plus c'est un double calcul qu'il faut mener. Car la rétribution du travailleur devrait se faire d'après le temps de travail qu'il a réellement effectué, alors que le calcul du prix du produit se ferait à partir du temps de travail social moyen nécessaire à son obtention. La somme des heures de travail socialement dépensées devrait être la même dans les deux cas. Ce n'est visiblement pas le cas."

Est-on assuré, etc., - demande Kautsky? La réponse ne se fait pas attendre: c'est oui, parce que chaque entreprise, chaque branche de la production peut réellement établir sa formule de production:  $(f+c)+t$ . Kautsky, lui,

x) Ce taux est donc inférieur à 1 pour une entreprise moins productive que la moyenne sociale, supérieur à 1 dans le cas contraire. (NdT)

ne sait comment s'y prendre, parce qu'il n'a aucune idée de la manière dont peut concrètement s'exprimer le temps de travail socialement nécessaire, et cette incapacité provient de ce qu'il voit tous les problèmes sous l'angle d'une direction et d'une administration centralisées. Or le temps de travail social moyen sera calculé à partir de la productivité totale de toutes les organisations d'entreprises concernées. On pourra, de là, déduire de combien s'écarte chaque entreprise de la productivité sociale. Son facteur de productivité est calculé. Chaque entreprise individuelle peut bien s'écarter de la moyenne sociale, ceci apparaît dans sa comptabilité d'entreprise; les écarts sont parfaitement connus et leur somme totale, étendue à toutes les entreprises, est nulle. Quant au groupe de production dans son ensemble, sa production totale suit exactement la formule  $(F+C)+T$  en accord avec le temps de travail socialement nécessaire.

De même, selon Kautsky, le progrès technique soulève de nouvelles difficultés. Après avoir expliqué qu'il serait impossible de calculer, pour chaque produit, le temps de travail qu'il a exigé "depuis le tout début jusqu'à son achèvement", il poursuit: "Et si même on y arrivait, il faudrait tout reprendre à zéro parce que, entre temps, les données techniques <sup>ont</sup> évolué dans bien des branches."

Oui, c'est bien triste. Jugé dans son donjon, assis devant le tableau où aboutissent les fils télégraphiques qui donnent l'état de la production, examinant l'un après l'autre tous les processus partiels, Kautsky finit quand même par calculer la quantité de travail qui se trouve dans un produit social final donné. Grâce à Dieu, il a pu en venir à bout. Mais à peine se permet-il de souffler que la diabolique technique se précipite pour tout mettre sens dessus dessous!

Quelle représentation absurde on peut arriver à se faire de la production! Pourtant, dans la réalité, la production s'effectue de sorte que chaque entreprise livre un produit final qui contient en lui la masse de temps de travail qu'il a fallu dépenser pour l'amener à cet état. Si la technique évolue, ou si la productivité augmente pour telle ou telle raison, le temps de travail social moyen va diminuer pour tel ou tel processus partiel de travail. Si le produit d'une entreprise donnée est un produit final destiné à la consommation individuelle, il entre dans le circuit de consommation avec une moyenne plus basse voilà tout! S'il sert de moyen de production pour d'autres entreprises, alors ces entreprises voient leurs coûts de production diminuer, c'est-à-dire que dans leur formule de production la partie  $(f+c)$  est plus faible, et il en va de même de son temps de travail social moyen. Les variations qui font ainsi leur apparition dans le groupe de production sont prises en compte dans le facteur de productivité.

Toutes les difficultés que Kautsky a rencontrées en ce qui concerne

le calcul du temps de travail, se ramènent au fait qu'il est incapable de concevoir comment le temps de travail social moyen peut prendre une forme concrète. Or cette forme concrète s'acquiert par la conduite et l'administration de la production par les producteurs eux-mêmes, groupés dans l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET EGAUX.

Par la pratique du combat de classe qui construit le système des conseils, le temps de travail socialement nécessaire prend une forme concrète.

LE TEMPS DE PRODUCTION SOCIAL MOYEN COMME FONDEMENT DE LA REPARTITION (DISTRIBUTION).

La répartition des produits selon Leichter.

Si Leichter a le mérite d'avoir attaqué de manière sérieuse la question du calcul du temps de travail, il n'aboutit pas à une conclusion satisfaisante par ce qu'il reste sous le charme des modes de représentation capitalistes en ce qui concerne la répartition du produit social. Une répartition antagonique de celui-ci a pour raison d'être <sup>m. m. l. e. x.</sup> évidente de dominer les producteurs. Ceci vaut bien sûr pour la conduite et l'administration centralisées que préconise Leichter pour l'économie. On peut caractériser ses conceptions de la manière suivante: le communisme réalise une production fondée sur le temps de travail social moyen, mais dirigée d'en haut. Nous avons déjà signalé qu'il croit ne pas pouvoir éviter l'exploitation; nous verrons plus loin comment il en résulte nécessairement que les producteurs perdent toute disposition de l'appareil de production. Et tout cela provient de ce que Leichter se refuse à utiliser l'heure de travail social moyenne comme fondement de la répartition.

Dans une société caractérisée par la spécialisation du travail, les producteurs doivent recevoir des bons leur permettant de prélever sur les biens sociaux de consommation ce qui leur est individuellement nécessaire. De ce point de vue, les bons remplissent le même rôle que l'argent dans la société capitaliste. Mais, en eux mêmes, ces bons sont une matière dénuée de valeur. Ils peuvent être en papier, en aluminium, etc., etc. Le travailleur reçoit un nombre de bons en rapport avec la quantité d'heures de travail qu'il a réellement effectuées. Selon un usage établi, on peut appeler, si on veut, ces bons "argent-travail", mais il ne s'agit pas d'"argent" au sens capitaliste du terme. Sans nous perdre dans les méandres des considérations théoriques, montrons seulement que cet "argent-travail" a bien des bases marxistes.

"Remarquons encore ici que le bon de travail d'Owen, par exemple, est aussi peu de l'argent qu'une contre-marque de théâtre... Chez lui le certificat de travail constate simplement la part individuelle du producteur au travail commun et son droit individuel à la fraction du produit commun destinée à la consommation."

(K. Marx: Le capital, livre I, E<sup>on</sup> de la pléiade, note a) p. 631.)

Leichter n'introduit cet "argent-travail" dans ses considérations

que lorsqu'il traite de la répartition. Ainsi écrit-il:

" En réalité l'idée d'une répartition naturelle des biens proportionnellement au travail fourni par chaque individu est à la base du schéma de société de Bourguin\* comme de celui que nous présentons ici. L'argent-travail n'est qu'une forme, choisie sur des bases socialo-techniques, de bons à valoir sur la participation au produit national! (Leichter: op.cit. p. 75).

Ces considérations de Leichter peuvent paraître bien innocentes, mais pourtant il y a une perfide vipère qui se cache sous l'herbe quand il parle d'une "répartition naturelle des biens proportionnellement au travail fourni par chaque individu". Car, alors que dans la réalité la production se règle sur la base de l'heure de travail social moyenne, la répartition obéit à des principes tout différents. Les producteurs devraient recevoir pour leur force de travail des produits selon une norme qui n'a rien à voir avec le calcul du temps de travail. Selon lui, "les physiologistes de la nutrition détermineront de quels moyens de vivre et en quelle quantité l'homme a besoin pour subsister", et ils en déduiront "un nombre d'heures déterminé qui, en quelque sorte, représentera le minimum vital" (p. 64) Ainsi sera fixée " la ration vitale, normale, scientifiquement calculée et équilibrée" (Id). Cette ration calculée par les physiologistes de la nutrition n'est en fait utilisée que pour servir de base à la rémunération. Mais qu'est-ce que cela peut bien avoir à faire avec le calcul du temps de travail dans la production?

Ce minimum vital sera attribué au travailleur "non éduqué", tandis que le "salaire" des travailleurs "éduqués" des "savants" sera fixé, un peu plus haut, par des "conventions collectives". "Les conventions collectives fixent le salaire de base tandis que les chefs d'entreprise socialistes... fixeront les émoluments de chaque travailleur particulier, selon sa compétence. (Ibid.)

Il est clair que les producteurs ne pourront guère avoir le sentiment que l'entreprise est une partie d'eux-mêmes, s'il doit y avoir de telles différences entre eux. Dans ces conditions, il ne peuvent avoir la responsabilité de la marche de la production. Leichter le sait très bien et, d'ailleurs, dans son schéma les producteurs ne sont pas eux-mêmes responsables de celle-ci, pas plus que l'entreprise en tant qu'organisation, seule le DIRECTEUR détient celle-ci. Leichter nous précise que "le directeur de l'entreprise, quelle que soit la manière dont il a été choisi, est responsable. Il peut, sans plus, être démis de ses fonctions, tout comme un dirigeant d'usine capitaliste, s'il ne satisfait pas aux exigences qui lui ont été signifiées. S'il devient alors "chômeur", il ne reçoit plus que le revenu minimal garanti par la société, s'il est affecté à un autre poste, nécessairement inférieur et, par conséquent, plus mal rémunéré. De cette manière, on arrive à préserver la prétendue "initiative privée" de l'entrepreneur et du directeur d'usine

\* Economiste français qui a écrit en 1904, les Systemes socialistes, livre auquel se réfère souvent Leichter. (AdT)

et à transférer à l'économie socialiste le sentiment de responsabilité qui, paraît-il, serait fondé sur l'intérêt personnel." (p. 101).

Tout cela parle de soi-même. La conception de Leichter est tout à fait merveilleuse car elle revient à utiliser le minimum vital, calculé par les physiologistes de la nutrition, comme une épée de Damoclès suspendue au dessus de la tête des producteurs.

On voit, ici, comment la construction organisationnelle de la production est déterminée par la base même de la répartition. Les travailleurs en viendront inévitablement à s'opposer à la direction de l'entreprise et tout cela parce que le producteur ne détermine pas, simultanément par son travail, son rapport au produit social.

Venons en maintenant au prix des produits. On pourrait s'attendre à ce qu'ici ce soit le temps de production social moyen qui le fixe. Mais ce n'est pas le cas. Leichter est sur ce point assez obscur, mais il indique clairement que le prix des produits livrés à la consommation sociale sera plus <sup>élevé</sup>. Il parle ainsi de bénéfices qui, toutefois, ne vont pas aux entreprises, mais à la classe en général. Cette dernière prendra sur ces bénéfices pour dégager les moyens nécessaires pour développer les entreprises. Autrement dit, les bénéfices constitueront le fonds d'accumulation. Nous reviendrons ultérieurement sur la question de l'accumulation, pour l'instant il nous suffit de souligner que, pour Leichter, le "prix" des produits ne s'exprime pas en temps de production. Car, ici encore, il apparaît que c'est la "direction et administration centrale" qui fixe les prix. Elle mène une "politique des prix" dans le but, entre autres, de rassembler les moyens de l'accumulation. Cette direction-administration centrale dispose donc des produits et ce droit équivaut au droit d'exploiter les producteurs selon son bon plaisir. L'absence d'un rapport exact entre les producteurs et les produits, l'existence d'une politique des prix font que persistent les rapports capitalistes du salariat.

On sait que la théorie marxienne de l'économie distingue trois catégories de salaire dans la production capitaliste: le salaire nominal, le salaire réel, le salaire relatif.

le salaire nominal est le prix en argent de la force de travail. Dans le communisme de la physiologie de la nutrition, il faut comprendre que cela correspond au nombre d'heures payées au travailleur, pour, disons, quaranté heures de travail effectivement exécutées.

le salaire réel correspond à la fraction du produit social qui peut être obtenue à l'aide du salaire nominal. Même si ce dernier reste constant, le salaire réel peut monter ou descendre, selon le mouvement des prix. La direction-administration centrale de Leichter mène, il va de soi (!?), une "politique des prix" dans l'intérêt des producteurs. Mais cela ne change rien

au fait que c'est elle qui, en réalité, détermine le salaire réel, en dépit de toutes les "conventions collectives" qui ne peuvent modifier que le salaire nominal. Les producteurs n'ont finalement rien à dire, puisque la détermination de la "politique des prix" est l'apanage de ces messieurs de la statistique.

le salaire relatif traduit la relation entre le salaire réel et le "bénéfice de l'entrepreneur". Il se peut donc que le salaire réel reste constant alors que le salaire relatif diminue, le profit augmentant. Leichter se borne à insister sur la "rationalisation" de l'entreprise. - Ce qui compte c'est d'obtenir une plus forte productivité, de créer davantage de produits avec une même force de travail, en d'autres termes, il s'agit de faire diminuer progressivement le temps de production social moyen nécessaire à la fabrication d'un produit donné. Leichter ne situe pas la relation matérielle des producteurs aux produits dans la production elle-même: il ne connaît que des travailleurs-machines, alimentées selon la physiologie de la nutrition, étant entendu que celles-ci ne doivent pas nécessairement recevoir des calories supplémentaires si elles fabriquent des masses de produit plus importantes. Peut-être que ces machines recevront une partie de cette nouvelle richesse, mais ce n'est pas sûr. L'important dans tout cela c'est que les possesseurs de l'appareil de production - qui appliquent dans la production une comptabilité en temps de travail - disposent en fait de ce qui est produit en excès.

On voit ainsi que la catégorie du temps de travail social moyen perd tout sens si elle n'est pas simultanément retenue comme base de la répartition. Si, en revanche, la relation du producteur au produit est établie directement par les producteurs eux-mêmes, il n'y a aucune place pour une politique des prix et le résultat de toute amélioration de l'appareil de production profite immédiatement à tous les consommateurs, sans que quelqu'un ait à intervenir pour répartir quoi que ce soit, sans qu'on ait à présenter de revendications. Le fait que l'on puisse découvrir, chez Leichter, les trois catégories capitalistes du salaire, montre à l'évidence que son schéma de production repose sur l'exploitation.

#### Le communisme d'Etat de Varga et la répartition

Leichter est loin d'être le seul qui cherche le salut dans une politique des prix. Varga en fait aussi le centre de gravité de la répartition communiste. Mais il n'est pas totalement en accord avec ses collègues Neurath et Leichter car il est, en principe, pour une distribution égale du produit social. Toutefois, dans la période de transition, l'exploitation ne peut être supprimée immédiatement, parce qu'il faut compter avec le fait

qu'il y aura alors "une génération ouvrière corrompue par le capitalisme, élevée dans une idéologie de cupidité égoïste" ( Varga: Problèmes de la révolution prolétarienne, p. 52) et ceci s'oppose à une répartition égalitaire du produit social. On sait que le travailleur "éduqué" considère avec un certain dédain le travailleur "non éduqué", que les membres des professions intellectuelles, comme les médecins, les ingénieurs, etc., pensent qu'ils ont le droit de réclamer une part plus importante du produit social que les travailleurs "ordinaires". Sans doute estime-t-on généralement aujourd'hui que la différence est trop grande, mais ... un ingénieur n'est pas un simple ouvrier d'usine. Savoir jusqu'à quel point la classe ouvrière se débarrassera de cette idéologie, c'est <sup>(ce)</sup> que la révolution nous apprendra. Mais il est certain que ce renversement idéologique devra s'accomplir rapidement après la révolution, sinon il y aura une distribution antagonique des produits qui, fatalement, produira discorde sur discorde, conflit sur conflit au sein de la classe ouvrière.

Varga a fondé ses considérations théoriques et pratiques, exposées dans l'ouvrage que nous avons cité, sur l'exemple de la République Hongroise des Conseils. Du point de vue de l'étude de la société communiste, l'histoire de la Hongrie est de toute première importance parce que c'est ici que le communisme d'Etat a vu à la fois sa théorie passer dans la pratique et sa pratique s'ériger en théorie. En Hongrie, donc, le communisme <sup>est</sup> établi d'après les règles du communisme d'Etat, et c'est bien grâce à ces conditions favorables que le "renversement ( de l'ancienne société (NdT)) et la reconstruction organisationnelle sont allés le plus vite et le plus loin, plus qu'en Russie." (Id. p. 78). Cette construction s'est faite conformément aux vues d'Hilferding, avec son "cartel général". (Ibid. p. 122). L'Etat y conduit et administre la production et la répartition, et détient le droit de disposition de tous les produits, car ce qui est éventuellement fabriqué par le secteur capitaliste "libre" est acheté directement par l'Etat, si bien que celui-ci gère l'ensemble du produit social.

La première tâche de la répartition est d'assurer l'alimentation des entreprises en matières premières et moyens de production. Le Conseil Supérieur de l'Economie créa différents centres de matières premières qui avaient pour fonction de ravitailler les entreprises selon les besoins de celles-ci. Mais ces centres n'étaient pas de simples centres de distribution, ils jouaient en même temps un rôle politique et économique, en voulant déterminer et conduire la concentration de la production, et <sup>en</sup> utilisant, dans ce but, la fourniture des moyens de production. Si, "en haut", on voulait voir s'arrêter une entreprise, il suffisait de lui couper tout approvisionnement matériel. Bien entendu, le personnel se trouvait jeté sur le pavé, et il est évident que les travailleurs s'opposèrent à un processus de concentration

qui avait pour eux les mêmes conséquences désastreuses qu'en régime capitaliste. C'est par la pratique qu'on leur faisait comprendre que les producteurs n'avaient pas le droit de disposer de l'appareil de production. Ce droit revenait aux fonctionnaires d'Etat du Conseil Supérieur de l'Economie et celui-ci en vint à s'opposer de manière inextricable aux producteurs. (Cf. Varga, op. cit., p.71)

Nous pouvons remarquer à ce sujet que la réalisation de la concentration en partant du "haut vers le bas" est vraisemblablement plus rapide qu'en procédant du "bas vers le haut", mais que ce que coûte cette accélération, c'est le droit des producteurs de disposer de l'appareil de production....autrement dit, le communisme lui-même.

Nous savons déjà que, dans le communisme de Varga, on n'effectue aucune mesure économique pour répartir les matières premières et les moyens de production. L'attribution des matières premières, nécessaires aux entreprises pour poursuivre la production, est finalement le résultat d'un "réglement entre personnes" et n'est pas fixé par le déroulement matériel du processus de production. Ainsi la production aboutit à un fiasco tant sur le plan social et politique que sur le plan économique. Echec socio-politique, puisque les travailleurs se trouvent dans une relation de dépendance par rapport à ceux qui attribuent les produits; echec économique, car avec une répartition "personnelle" la reproduction n'est pas assurée. Varga est un "économiste des biens de consommation" qui finit par se rallier au projet de Neurath, à un système [de producteurs-distributeur] centralisé qui produisent et distribuent sans recourir à une unité de calcul. A ce sujet, Varga nous affirme qu'il existe encore des "prix courants exprimés en argent et des salaires payés en argent", mais que cet état de fait cessera à cause de l'augmentation de la production de biens de consommation. Mais il n'y a plus d'étalon pour mesurer le degré de rationalité de l'appareil de production, si bien qu'il n'y a plus, non plus, de production planifiée. Il devient impossible de mettre de côté la quantité de produits nécessaire à la période de production à venir, sur la base de ce qui avait été consommé dans la période qui vient de s'écouler.

Pour sortir du chaos où la plonge le communisme à la Varga, la production doit donc s'établir sur une base solide: celle fournie par une unité de calcul économique qui ne peut être rien d'autre que l'heure de travail social moyenne. Mais si on recourt à cette unité de compte, toute attribution personnelle arbitraire du produit social cesse. Si les entreprises calculent leur consommation en heures de travail d'après la formule  $(f+c)+t$ , alors, du même coup, via la production matérielle, se trouve déterminée la quantité de produit qu'il faudra fournir à l'entreprise sous la forme de moyens de production et de matières premières, pour la période de travail

qui suit. L'élément personnel est éliminé, comme on le voit immédiatement, si on remarque qu'il n'y a plus de droit de disposition de l'appareil attribué à une quelconque "centrale", dès que la conduite et l'administration de la production et de la distribution sont entre les mains des producteurs.

Selon Varga, au contraire, la répartition des produits de consommation individuelle se fait toujours par "allocation personnelle". Du reste, que pouvait-on espérer d'autre puisque production et répartition sont liées de manière fonctionnelle? Aux yeux de Varga, l'idéal serait une allocation naturelle, sans étalon économique, comme il le préconise pour le processus matériel de production. C'est pourquoi il faut fixer pour chaque consommateur les rations des divers produits qui seront ensuite attribués aux associations de consommation. " Mais comme, provisoirement, salaire-argent et prix continueront d'exister", il faut maintenant se poser le problème de la "fixation étatique des prix". (Ibid. p. 147)

" A quel niveau doit être fixé le prix de la production étatique?

Si les biens produits par l'Etat devaient être vendus au prix de production il ne resterait rien pour l'entretien des couches de population improductives que nous avons mentionnées plus haut. (C'est-à-dire: soldats, fonctionnaires, enseignants, chômeurs, malades, invalides, etc. (Note des auteurs)) De plus, il n'y aurait aucune possibilité réelle d'accumuler des moyens de production; accumulation qui, dans l'état prolétarien, est une nécessité encore plus pressante que dans le capitalisme, puisqu'il s'agit d'élever le niveau de vie des habitants. En principe tous les biens produits par l'Etat devraient être vendus au <sup>prix de revient</sup> "social". Par <sup>prix de revient</sup> "social" nous entendons le prix de revient majoré d'un supplément destiné à couvrir le coût d'entretien de ceux qui ne travaillent pas et d'un autre pour assurer une accumulation véritable (souligné par Varga). Autrement dit, le prix de vente des produits doit être fixé de sorte que l'Etat n'ait aucun déficit, mais au contraire recueille un surplus qui lui permette de créer de nouvelles entreprises. Telle est la solution de principe." (Ibid. p. 147)

La domination des producteurs par l'intermédiaire de l'appareil de production.

Dans la pratique la "fixation des prix" se traduit <sup>par une</sup> "politique des prix" menée par l'Etat. Sans doute Varga veut que cette politique soit une politique de classe, c'est pourquoi il veut taxer moins les produits de première nécessité pour les travailleurs, comme le pain et le sucre, que les produits de "luxe". Du reste il attribue à ces diverses mesures de taxation

une vertu plus de propagande qu'économique, car il sait parfaitement qu'en fin de compte, ce que l'Etat engloutit, et en quelle quantité, vient des masses, c'est-à-dire du prolétariat.

Cette "politique de classe", si on tient à l'appeler ainsi, étale au grand jour tous les défauts de la distribution communiste d'Etat. Elle montre clairement que le producteur ne détermine pas par son travail sa part du produit social, mais que cette part est fixée dans les hautes sphères par des décisions de caractère personnel. Il en résulte que la vieille lutte politique pour les postes gouvernementaux continue sous d'autres formes. Il va de soi que celui qui dispose de la puissance politique de l'Etat dispose aussi de l'ensemble du produit social et est maître de la répartition grâce à la "politique des prix". C'est toujours le même vieux combat pour les positions de puissance, mené sur le dos des consommateurs. Remarquons encore que, (cf. Varga: p.75), en Hongrie, les prix étaient fixés par ce même Conseil Supérieur de l'Economie dont nous avons parlé, ce qui met la touche finale au tableau de l'esclavage des masses dans le communisme d'Etat. La direction centrale de l'économie peut immédiatement annuler toute augmentation de salaire par sa politique des prix. Il apparaît donc qu'avec le communisme d'Etat la classe ouvrière crée un appareil de production qui s'érige au-dessus des producteurs et <sup>qu'</sup> ainsi se construit un appareil d'oppression qui sera encore plus difficile à combattre que le capitalisme.

L'antidote à ces relations dominants-dominés ce seraient <sup>parait-il</sup> les formes démocratiques des organisations de distribution qui le fourniraient. Le 20 mars 1919 paraissait, en Russie, un décret qui demandait à toute la population russe de se regrouper en coopératives de consommation:

" Toutes les coopératives, ayant la liberté de mouvement dans leur cercle d'action, se fondirent ~~en~~ en un tout organique, tandis que les consommateurs tenaient des assemblées et des congrès pour déterminer la marche de la répartition: ils étaient "maîtres chez eux". Bien que l'Etat ait été à l'origine de la formation de ces coopératives et ait poussé à leur fusion, la répartition des produits, après la fondation de l'organisation, devait être abandonnée à la population!"

(Russische Korrespondenz: 20 jan. 1920. Cité par Varga p. 126)

Selon Russische Korrespondenz, ce travail organisationnel de l'Etat devait en cinq mois créer un énorme appareil de distribution.

Il est bien certain que, dans ce domaine, la dictature du parti communiste russe a effectué un travail de géant et nous a montré comment, en peu de temps, les consommateurs peuvent mettre sur pied un appareil de distribution. Mais même si les consommateurs sont "maîtres chez eux", en quoi cela mène-t-il au communisme si le rapport du producteur au produit ne s'y trouve pas déterminé? Les consommateurs se répartissent peut être eux mêmes les produits, mais ils le font dans un cadre déterminé par la politique des prix.